



**Convention sur l'élimination  
de toutes les formes de  
discrimination à l'égard  
des femmes**

Distr.  
GÉNÉRALE

CEDAW/C/SR.274  
17 février 1995

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

Quatorzième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 274ème séance

tenue au siège, à New York,  
le jeudi 26 janvier 1995, à 15 heures.

Présidente : Mme CORTI

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN VERTU DE L'ARTICLE 18 DE  
LA CONVENTION (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence et services d'appui, Bureau DC2-794, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles au présent compte rendu et à ceux des autres séances seront publiées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

95-80197

La séance est ouverte à 15 h 10

EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES EN VERTU DE L'ARTICLE 18  
DE LA CONVENTION (suite)

Troisième et quatrième rapports périodiques de la Fédération de Russie  
(CEDAW/C/USR/3 et 4)

1. La PRÉSIDENTE invite Mme Bezlepkina (Fédération de Russie) à prendre place parmi les membres du Comité.
2. Mme BEZLEPKINA (Fédération de Russie) dit que durant la période de réorientation due à l'adoption par la Russie de valeurs et idéaux démocratiques, le pays a vu ses ressources intérieures et les conditions de vies de population mises à mal. L'inertie sociale et psychologique a freiné la transition à l'économie de marché. Dans les manufactures, la production est tombée au plus bas et les revenus de la plupart des gens ont diminué. La différence entre les revenus les plus élevés et les plus bas est 15 fois plus grande qu'auparavant. Un commentaire qui revient souvent est que les réformes ont bénéficié à la communauté mondiale plus qu'aux populations russes. De surcroît, les conflits ethniques ont provoqué de graves problèmes de migration sur le territoire russe. Les infrastructures sociales des zones rurales sont aussi terriblement atteintes.
3. Si l'on veut bien comprendre la condition de la femme en Russie, c'est dans le contexte de ces problèmes qu'il faut l'examiner. En Russie, les femmes ont toujours jouit de la plénitude des droits politiques, économiques et sociaux que leur assurent spécifiquement la Constitution russe. Pour que ces principes soient appliqués, l'État a mis en place un vaste mécanisme national permettant de prévoir et de pallier dans une certaine mesure les conséquences adverses de la crise économique pour les femmes, d'inclure les notions d'égalité entre les sexes dans la politique sociale de l'État et de prendre des mesures destinées plus particulièrement à aider les femmes à s'adapter à l'économie de marché.
4. En matière de prise de décisions, les femmes participent de plus en plus à la vie politique. En octobre 1993, le mouvement politique "Femmes de Russie" dont l'objectif est d'assurer la présence de femmes dans les organes décideurs, a gagné 21 des 225 sièges de l'assemblée nationale. Les organisations féminines sont parfaitement intégrées aux structures socio-politiques et s'occupent de nombreuses activités diverses. Toutefois, faute d'expérience de l'organisation et de la politique, elles n'ont pas encore un impact important sur la vie politique.
5. Les changements sociaux survenus ces derniers temps en Russie se sont traduits par des tensions et une différenciation plus aiguë des rôles des hommes et des femmes. Certains des nouveaux partis politiques souhaitent voir les femmes retourner à leurs rôles traditionnels au foyer. Les femmes n'ont encore qu'un très faible accès au pouvoir politique et économique. L'ancien modèle social de promotion de la femme a été abandonné, mais un nouveau système viable n'a pas encore été mis au point.
6. Les problèmes de pauvreté et de chômage sont tout nouveaux en Russie. À l'heure actuelle, 47% des enfants de moins de 15 ans vivent dans des familles monoparentales en dessous du seuil de pauvreté. Les gens se sentent peu enclin à travailler dur et à améliorer leur éducation et leur formation et la

/ . . .

dépendance sociale est en augmentation. La féminisation de la pauvreté est en étroite liaison avec le chômage des femmes, elles comptent pour 70 % des chômeurs et elles restent au chômage en général deux fois plus longtemps que les hommes. La stratégie de la première phase de la transformation économique prévoit peu de mesures de protection sociale pour les groupes les plus défavorisés. Le Gouvernement s'est fixé pour priorité d'assurer un niveau suffisant de protection sociale à ces groupes.

7. En réponse aux questions préparées par le groupe de travail réuni en préparation à la session, Mme BEZLEPKINA explique que la Fédération de Russie s'est dotée d'un mécanisme national pour la préparation et l'application de la politique publique de la femme aux niveaux local, régional et fédéral et un Conseil national pour la Quatrième Conférence sur les femmes a été créé en 1993. Des programmes ont été conçus pour promouvoir l'égalité dans les faits entre hommes et femmes, pour appuyer les candidates aux récentes élections et aider les femmes à parvenir à l'égalité véritable dans la famille. Le Gouvernement apporte tout particulièrement son soutien aux mères pour remédier au déclin du taux de natalité, tandis que d'autres programmes publics sont destinés à réconcilier la vie professionnelle des femmes avec leurs responsabilités familiales. Quoique la discrimination envers les femmes aient été supprimées de tous les instruments de l'État, la participation des femmes reste insuffisante. En décembre 1994 une conférence nationale sur la femme et le développement a examiné plusieurs stratégies.

8. Au sujet de la réinstallation forcée des personnes d'origine russe de retour, 53,4 % d'entre elles sont des femmes. Un bureau a été chargé d'exécuter le programme public à long terme en matière de migrations et d'aider les personnes qui reviennent en Russie à trouver un logement et du travail. Celles qui sont considérées comme réfugiées reçoivent des subventions spéciales et des prêts au logement sans intérêt à longue échéance.

9. En matière de législation, la discrimination pour cause de sexe est interdite par la Constitution, le Code du mariage et de la famille, le Code pénal et le nouveau Code civil et une loi sur la violence domestique est en cours de préparation. Pour assurer l'égalité des chances, des programmes de soutien en matière d'emploi, de population et de famille sont appliqués à tous les niveaux. Le programme fédéral pour l'emploi a pour but d'élargir les possibilités d'emploi pour les femmes, de leur offrir de nouvelles opportunités qui tiennent compte des exigences de sécurité professionnelle et de protection pendant la grossesse. Un Décret présidentiel de 1993 institue les priorités des politiques gouvernementales relatives aux femmes.

10. En réponse aux demandes d'informations récentes sur les femmes occupant des postes de dirigeantes, Mme BEZLEPKINA répond que les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans les mouvements sociaux et les partis politiques. La création du mouvement "Femmes de Russie" en octobre 1993 a favorisé cette activité politique et sociale des femmes et les a encouragées à présenter leur candidature à des postes politiques. Les femmes sont actuellement 11,4 % des membres de l'assemblée fédérale russe, soit 5,6 % du Conseil de la Fédération et 13,6 % de la douma, ce qui représente une nette amélioration par rapport aux chiffres de 1990. Par ailleurs, seulement deux des sept partis représentés à l'assemblée fédérale n'ont pas de députées.

11. Il n'y a encore qu'un petit nombre de femmes occupant des postes de hauts fonctionnaires dans les ministères et départements de la Fédération. Il n'y a que deux femmes ministres dont une seulement est membre du Gouvernement. La Présidente par intérim de la Banque centrale de Russie est une femme et 10

/ . . .

femmes sont adjoints aux directeurs d'organes exécutifs fédéraux. Il n'y a aucun secteur de l'économie où les femmes occupent plus de 20 % des postes de direction, quoiqu'elles soient 54 % des directeurs d'établissement scolaire, 23 % des gérants de coopératives, 17 à 19 % des entrepreneurs et 39 % des copropriétaires de sociétés à responsabilité limitée.

12. Plusieurs associations féminines d'entrepreneurs se sont établies en Russie, par exemple la Confédération des femmes d'affaires russes et l'Association des femmes entrepreneurs. Ces associations ont pour but d'offrir conseils, informations et assistances concrètes aux femmes qui s'engagent dans les affaires.

13. La Russie essaye de tenir compte des recommandations de la communauté internationale. Le Décret du Président de la Fédération de Russie relatif aux objectifs prioritaires des politiques gouvernementales à l'égard des femmes prend acte de la nécessité de créer des conditions permettant aux femmes de participer véritablement aux activités des organes de l'État et des organisations sociales. Des commissions et comités chargés des affaires féminines, de la famille et des enfants ont été mis en place à divers niveaux de l'appareil gouvernemental et leur travail est coordonné sur la base d'une démarche conceptuelle commune exprimée dans la plate-forme nationale d'action visant l'amélioration de la condition féminine. La stratégie d'intégration des femmes dans les directions aux postes de décision vise d'abord la formulation de programmes spéciaux de formation et de promotion de femmes capables et compétentes.

14. Les mesures prises pour corriger les stéréotypes le sont de diverses façons dans les médias avec l'aide du gouvernement. Des efforts considérables sont déployés pour inculquer les valeurs morales et familiales et promouvoir le respect envers chaque individu en général et à l'égard des femmes en particulier. La station radio "Espoir" que finance l'État, a pour spécialité de faire connaître les problèmes des femmes et accomplit un travail très utile. Ses émissions sont conçues pour dépasser les stéréotypes concernant les rôles des femmes et informer celles-ci de leurs droits et de la façon dont elles peuvent les exercer toute en expliquant la politique gouvernementale à l'égard des femmes. Malheureusement, certains médias perpétuent une propagande traditionnelle patriarcale à propos des relations entre les sexes.

15. D'après des données obtenues auprès du procureur général de la Fédération de Russie, en 1993 des femmes ont été les victimes de 331 800 crimes; 14 500 victimes sont décédées des suites de ces attentats tandis que 56 400 ont été blessées. 14 400 viols ont été enregistrés en 1993 dont 1 800 concernaient des mineurs. La forte incidence de violence envers les femmes et les enfants s'explique en partie par la situation socio-économique difficile et par l'augmentation du chômage.

16. Une Déclaration sur l'éradication de la violence à l'égard des femmes a été examinée en septembre 1994 lors d'une session extraordinaire du Conseil national préparatoire pour la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Pour parvenir à cette éradication, l'on a commencé par formuler une plate-forme nationale d'action visant l'amélioration de la condition féminine, dont une partie importante est consacrée à la prévention de la violence.

17. La législation en vigueur considère le viol comme un crime très grave passible d'un long emprisonnement. De surcroît, la protection de la femme est stipulée spécifiquement dans plusieurs textes, par exemple le chapitre 19 du code pénal portant sur les crimes contre l'inviolabilité sexuelle et le

/ . . .

chapitre 146 qui porte sur la violation des droits égaux des citoyens. Du point de vue pratique, la police s'efforce d'identifier les familles présentant des troubles de fonctionnement afin de prévenir le crime à la source. La mise en place d'abris pour les victimes de violences domestiques a été recommandée.

18. Un réseau d'institutions a été mis en place pour offrir un soutien psychologique et des consultations médicales aux victimes de violences domestiques. Le Gouvernement a pris des mesures pour améliorer le réseau de centres spéciaux de réadaptation pour les femmes seules, les mères et leurs enfants, les femmes battues et celles rencontrant toutes sortes de difficultés. Il existe actuellement plus de 200 centres de ce type dont la gestion est assurée par diverses organisations, gouvernementales ou non. La Russie n'a pas de statistiques sur le nombre de femmes mortes des suites de violence par rapport au nombre total des morts violentes dans le pays.

19. La Fédération de Russie n'a aucun cas officiellement enregistré de femmes persécutées pour cause de religion et elle ne peut être tenue pour responsable de la situation dans les autres républiques de l'ancienne Union soviétique.

20. Quant à la question de savoir si l'effondrement du système de sécurité sociale fait peser un fardeau supplémentaire sur les femmes au foyer, Mme BEZLEPKINA répond qu'il incombe à la famille de décider collectivement de la division des responsabilités au sein du foyer. L'objectif du Gouvernement est de créer des conditions favorables à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans le milieu familial et d'assurer que les jeunes soient mis au courant de l'importance du partage équitable des tâches domestiques. La déréglementation de l'économie permet aux femmes de s'engager dans les affaires et d'apporter ainsi une contribution directe aux revenus du ménage. Plusieurs programmes spéciaux d'éducation ont été mis au point pour encourager les femmes à participer plus activement à la vie publique.

21. Il n'existe pas de données officielles sur la prostitution, mais des études sont actuellement en cours. Il n'y a pas de programme assurant que les prostituées aient accès régulièrement à des examens médicaux et il n'y a pas non plus de programmes de réadaptation puisque la prostitution n'est pas un crime. A propos des rapports selon lesquels de nombreuses femmes russes se seraient mariées à des étrangers simplement pour quitter le pays, Mme BEZLEPKINA répond que chaque femme est libre de choisir son conjoint. Il se peut sans doute que la situation économique ait contraint des femmes à se prostituer. Maintenant que la Russie fait partie d'Interpol il sera plus facile de surveiller les organisations qui servent de front pour attirer des femmes russes dans les industries sexuelles de l'étranger.

22. En matière de participation des femmes à la vie publique et politique, le Gouvernement est peu enclin à réutiliser les anciens modèles soviétiques de quotas et préférerait créer les conditions qui permettraient aux femmes de développer naturellement leur esprit d'initiative. Depuis 1990, 300 organisations féminines diverses se sont créées en Russie. Un des principaux domaines d'activités des organisations féminines non gouvernementales est la protection des droits de la femme en cas de licenciement et de chômage. Ces organisations favorisent l'esprit d'entreprise des femmes, par exemple dans la production agricole privée, et leur apprennent comment travailler à la maison, obtenir une nouvelle formation ou participer à des activités caritatives.

/ . . .

23. Quant aux mesures prises par le Gouvernement pour éliminer le sexisme dans les établissements, Mme BEZLEPKINA estime que dans un pays comme la Russie où les femmes sont intégrées dans pratiquement toutes les sphères de la vie, il est difficile d'envisager le sexisme dans l'éducation comme une question d'actualité. De surcroît, cela fait longtemps que le grand public est habitué à considérer la femme comme l'égal de l'homme.
24. Le déséquilibre entre le nombre d'hommes et de femmes suivant une formation professionnelle peut s'expliquer par les restrictions imposées à l'accès des femmes à certaines industries, métiers ou travaux imposant des conditions difficiles et insalubres. Malgré ces restrictions, il y a 51 % de femmes dans les établissements d'enseignement supérieur et 59 % dans les institutions d'enseignement secondaire spécialisé, ce qui correspond à la proportion de femmes dans l'ensemble de la population. Pour ce qui est des changements dans l'enseignement suite aux bouleversements économiques, il y avait en 1993 en Russie 580 collèges, 340 lycées et 300 écoles privées.
25. La prépondérance des femmes parmi les chômeurs s'explique en grande partie du fait qu'un plus grand nombre d'emplois ont été supprimés dans les secteurs de l'économie où elles sont traditionnellement dominantes. Maintenant que la phase initiale de la mise en place du marché du travail a été achevée, les mesures prises par le Gouvernement russe dans ce domaine ont permis d'égaliser le nombre d'hommes et de femmes licenciés. En 1995, le nombre de femmes officiellement au chômage ne devrait pas dépasser 55 à 60 % ce qui correspond à la structure globale de l'emploi.
26. La question d'urgence est de faire respecter par le secteur privé les garanties de travail promises par l'État. Le concept des rapports entre l'État et les particuliers dans le domaine des relations de travail est encore en cours de formulation. Il s'agit de faire que l'État aide à offrir aux citoyens des emplois leur permettant de maintenir un niveau de vie adéquat.
27. L'État n'a jamais eu pour politique officielle de déclarer que la femme doit rester au foyer. La liberté de la presse garantit une franche discussion du rôle de la femme dans la société. Mme BEZLEPKINA fait observer que si une femme, en particulier si elle est enceinte, se voit refuser un emploi, elle peut faire appel à la justice et l'entreprise ne peut justifier sa conduite par des difficultés d'ordre économique.
28. En matière de mesures prises pour diminuer la discrimination sur les lieux de travail et pour permettre aux mères de travailler à temps partiel, Mme BEZLEPKINA rappelle que, comme l'indique le paragraphe 178 du rapport, le travail dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et de la culture est sous-évalué. C'est avant tout parce qu'elles travaillent dans ces secteurs qui paient moins que les femmes gagnent moins que les hommes. Des mesures ont été prises pour réduire l'écart entre les salaires des hommes et ceux des femmes. Mais les femmes qui travaillent dans les mêmes branches que les hommes reçoivent les mêmes salaires. Les données officielles ne révèlent aucune discrimination salariale entre les sexes. Les femmes employées dans l'industrie qui attendent un enfant ont droit à travailler 70 jours hors de leur foyer et 30 jours au foyer.
29. En réponse à une autre question, Mme BEZLEPKINA explique que des mesures pour assister les femmes dans le besoin ont été entièrement exécutées. L'introduction de la réforme économique s'est traduite par une augmentation des allocations familiales. Divers facteurs, inflation, libéralisation des

prix et différences de coût de la vie suivant les régions, font qu'il est difficile de calculer la valeur de ces allocations en termes réels. La méthode suivant laquelle ces allocations sont consenties a aussi été rénovée pour essayer d'offrir une assistance qui réponde aux besoins de chacun.

30. En 1990, il existait trois types d'allocations, dont une allocation mensuelle par enfant de 35 roubles à la naissance qui couvrait 57 % des besoins de base de l'enfant et une allocation mensuelle couvrant 40 % des besoins des enfants des mères célibataires, des soldats et des parents divorcés ou des enfants pupilles de l'État. Il existe aussi une allocation permettant aux parents qui sont dûment qualifiés d'éduquer leurs enfants à la maison.

31. Le Gouvernement s'efforce, dans les limites des ressources disponibles, d'ajuster les allocations familiales suivant l'inflation et les fluctuations des prix des denrées alimentaires. Ce procédé est rendu plus pénible du fait de la réforme économique et du peu d'expérience qu'a la Fédération de Russie dans ce domaine. Les allocations existantes sont augmentées régulièrement et de nouvelles allocations sont maintenant consenties aux familles ayant des enfants. Fin 1993, la Fédération de Russie offrait 10 allocations différentes, couvrant 30 % des besoins des enfants d'âge préscolaire et 12 % de ceux des enfants d'âge scolaire. Des allocations spéciales sont consenties aux familles ayant des enfants handicapés et aux familles d'accueil. En 1993, les relations entre le système éducatif et la famille ont été modifiées et plusieurs allocations ont été regroupées. Des congés annuels sont aussi garantis pour le soin des enfants.

32. Les parents en congé de maternité touchent la totalité du salaire minimum jusqu'à ce que l'enfant ait 18 mois. C'est la sécurité sociale qui s'en charge. Des allocations mensuelles sont aussi consenties aux enfants de moins de 6 ans et aux enfants d'âge scolaire. Les familles monoparentales reçoivent des allocations 1 fois et demi plus élevées, ainsi que des aides alimentaires pour les enfants. Pendant leur trois ans de congé pour soins aux enfants, les femmes continuent de recevoir une allocation mensuelle, dont le montant est maintenant de la moitié du salaire minimum. Les allocations sont payées par l'employeur et peuvent être obtenues pendant plus longtemps, le montant dépend du coût de la vie dans chaque région.

33. En date de novembre 1994, les allocations familiales représentaient en termes réels 22,5 % du salaire minimum. Dans les familles monoparentales ces allocations couvrent 40,9 % des besoins de base des enfants d'âge préscolaire et un peu moins pour les enfants d'âge scolaire. Dans la plupart des régions, les allocations ont été maintenues pendant la période de réforme économique. Par ailleurs, une loi vient d'être adoptée pour consolider le régime d'allocations et de prestations.

34. En plus de relever le coût des services de santé, les réformes et restructurations en ont aussi affecté la qualité. Les femmes en ont particulièrement souffert et le taux de mortalité infantile a augmenté. Eu égard aux soins médicaux pour les femmes âgées, l'article 17 de la Loi-cadre de la Fédération de Russie garantit à tous les citoyens, sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité, la protection de leur santé. Les articles 22 à 26 assurent la protection des femmes enceintes, des mères, des mineurs et des personnes âgées.

35. Dans le cadre du passage à l'économie de marché, un programme public d'assurance santé a été mis en place et une loi garantissant cette assurance santé à tous les citoyens a été promulguée. Cette loi garantit aussi des services de santé pour les femmes enceintes jusque dans la période suivant l'accouchement, le suivi des jeunes filles jusqu'à 18 ans et la distribution de moyens de contraception. L'assistance médicale est gratuite pour les femmes enceintes et qui allaitent. Les médicaments sont gratuits pour les enfants jusqu'à trois ans, les enfants de familles nombreuses jusqu'à six ans et les enfants handicapés jusqu'à 16 ans. En cas de maladie grave, les médicaments sont gratuits ou à prix réduits pour les femmes et les personnes âgées. En raison de problèmes dans l'application de la loi garantissant l'assistance aux femmes et aux enfants, l'assemblée nationale et le ministère de la santé sont en train de rédiger une législation plus efficace.

36. En réponse aux questions sur la menace du sida et les mesures prises pour en empêcher la propagation, Mme BEZLEPKINA dit que la lutte contre le sida est une priorité nationale, considérée en fait comme une question de sécurité nationale. Au 1er janvier 1994, il y avait 264 femmes atteintes du VIH, dont 111, soit 42 %, étaient des jeunes filles. Chez 33 d'entre elles, le virus a été repéré en cours de grossesse. Le Gouvernement a mis au point, pour la période 1993-1995, un programme fédéral de lutte contre le sida qui inclut des mesures préventives, notamment une campagne d'information pour les divers groupes d'âges et couches sociales. Participent à ce programme des organisations religieuses et sociales ainsi que des membres des groupes à hauts risques. Un réseau de 79 centres territoriaux placés sous la supervision d'un bureau central offre un appui psychologique et des services conseils. La Fédération de Russie a aussi mis en place un système national d'établissement de diagnostic et de suivi de la propagation du virus et le Gouvernement a préparé un projet de loi sur la prévention du sida.

37. En réponse aux questions concernant les insuffisances des services de planification familiale et leurs effets sur le nombre d'avortements, Mme BEZLEPKINA explique que le Gouvernement a préparé un programme fédéral de planification familiale fonctionnant aux niveaux local, régional et national. Des bureaux de planification familiale font maintenant partie de tous les cabinets médicaux, de sorte que des moyens de contraception sont à la disposition de toute la population russe. Par ailleurs, les médias servent à diffuser une campagne d'information visant surtout les adolescents. L'objectif est de réduire les taux de morbidité et de mortalité maternelles et infantiles et de diminuer les avortements de 25 à 30 %. De surcroît, une organisation non gouvernementale de promotion de la planification familiale s'est mise en place. Suite à toutes ces initiatives le nombre d'avortements parmi les femmes de 15 à 49 ans est passé de 114 sur 1000 en 1990 à 94 en 1994.

38. En réponse à une autre question, Mme BEZLEPKINA dit que les programmes médicaux régionaux des anciennes républiques soviétiques n'ont pas été intégrés dans le système de santé de la Fédération de Russie. L'aide médicale est gratuite pour les familles ayant des jeunes enfants, des enfants handicapés ou des enfants placés en accueil. Ces familles bénéficient aussi d'une assistance spéciale pour les voyages en congés.

39. Au sujet des femmes enceintes et des enfants qui ont été en contact avec des engrais chimiques, le Gouvernement est en train de prendre des mesures pour améliorer la situation socio-économique des femmes rurales. Des avantages supplémentaires sont consentis aux femmes travaillant dans le

/ . . .

secteur agricole. Par ailleurs, les femmes de moins de 35 ans ne peuvent occuper certains postes dans ce secteur, suivant une liste préparée par le Gouvernement de postes présentant un danger de contact avec des pesticides ou des désinfectants. Le ministère de l'agriculture a mis en place un service technique pour mécaniser les opérations agricoles afin que les travailleurs ne soient plus mis en contact avec des produits chimiques dangereux. Ce programme vise l'amélioration de la sécurité des conditions de travail et la réduction des cas de maladies et d'accidents professionnels parmi les femmes.

40. Les infrastructures de marché sont en cours de mise en place dans les zones rurales et seront accessibles à tous. Les migrations de femmes, notamment de jeunes filles, des zones rurales aux zones urbaines, ne sont pas vraiment un phénomène nouveau. Jeunes filles et femmes vont dans les villes pour y chercher des emplois meilleurs, plus prestigieux qu'elles ont peu de chance de trouver. Les chiffres du chômage ventilés par sexe sont pratiquement identiques en milieux urbains et ruraux. Le Gouvernement offre une aide globale au complexe agro-industriel et a l'intention de restructurer ce secteur en favorisant la diversité dans l'agriculture, la propriété privée des terres et d'autres réformes du marché.

41. Au sujet des rapports des médias concernant les enfants sans-logis, le ministère de l'intérieur arrête chaque année environ 60 000 enfants abandonnés et plus de 300 000 autres pour vagabondage ou conduite contraire aux bonnes mœurs. Le Gouvernement a établi à leur intention des centres de réadaptation et promulgué une loi interdisant aux parents de vendre leurs appartements privatisés jusqu'à ce que les autorités aient vérifié que les enfants auraient un lieu de résidence. On s'efforce aussi de placer les orphelins dans des foyers d'accueil.

42. La PRÉSIDENTE remercie la représentante de la Fédération de Russie pour ses réponses exhaustives. Parlant en son nom propre, elle demande quel impact la multiplication des écoles privées va avoir sur les pauvres et se demande aussi comment la participation des femmes aux organes de décision et à la vie politique va être assurée en l'absence de quotas.

43. Enfin, observant les difficultés inhérentes à la transition d'un régime collectiviste à un système encourageant les choix individuels, elle pense que la formation d'organisations féminines pourrait contribuer à la pleine réalisation des droits de la femme.

44. Mme SCHÖPP-SCHILLING prie instamment les autorités russes de continuer de s'efforcer de surmonter la ségrégation sur le marché du travail prévalant dans le système économique précédent, grâce à la formation, la sensibilisation et la création d'emplois. En ces temps de difficultés et de restructurations économiques, il est naturel que les femmes aient besoin du soutien familial, mais cela risque de perpétuer des stéréotypes sexuels profondément enracinés. Le Gouvernement devrait tenir compte, pour mettre au point ses politiques sociales, des droits et besoins des femmes en tant qu'individus, et pas seulement en fonction de leur rôle dans la famille.

45. Mme SCHÖPP-SCHILLING s'inquiète beaucoup des conflits actuels dans la Fédération de Russie en raison des souffrances qu'ils provoquent et des ressources économiques détournées de ce fait des programmes sociaux. Elle aimerait avoir plus d'informations à ce sujet et prie instamment la Fédération de Russie de rechercher des solutions pacifiques puisque la guerre ne sert jamais les intérêts des gens, en particulier des femmes et des enfants.

/ . . .

46. Mme ABAKA estime qu'il est indispensable de prendre des mesures positives pour contrebalancer les effets immédiats adverses de l'ajustement structurel sur les femmes, les personnes âgées et les enfants. Elle s'inquiète beaucoup des graves problèmes de santé chez les jeunes décrits dans les paragraphes 232 et 233 du dernier rapport et demande quelles sont les causes de ces maladies et les mesures prises pour y remédier, ainsi que les effets qu'elles risquent d'avoir sur les capacités futures d'emploi des populations.
47. Mme JAVATE DE DIOS espère que le Gouvernement va pouvoir mettre fin à toute nouvelle détérioration de la situation économique, politique et sociale des femmes. Elle le prie vivement de continuer de s'efforcer d'affirmer les droits des femmes et d'améliorer leur condition économique.
48. Mme MÄKINEN dit qu'à la lecture du dernier rapport elle a été frappée par la gravité de la crise dans la Fédération de Russie et, néanmoins, elle est convaincue que les femmes éduquées de ce pays ont la capacité et le pouvoir d'influencer la suite des événements. Elle prie instamment le Gouvernement d'appliquer plus de mesures provisoires pour améliorer le sort des femmes.
49. Mme BARE appelle l'attention sur les problèmes relatifs aux allocations de chômage mentionnés dans les paragraphes 188 à 191 du quatrième rapport et se demande quelles mesures sont prises pour aider les femmes qui ont du mal à trouver du travail et si ces mesures respectent le principe du salaire égal pour un travail égal. Elle demande aussi si des mesures sont prises pour que les femmes puissent faire face aux hommes sur le marché du travail, compte tenu en particulier des problèmes de santé et de sécurité.
50. Mme AYKOR s'inquiète du nombre de femmes éduquées au chômage et aussi du fait que certaines d'entre elles, atteintes du VIH, ont souvent recours à la prostitution dans des pays limitrophes de la Fédération de Russie pour surmonter leurs terribles difficultés économiques. Elle estime que cette situation constitue une violation des droits de la femme.
51. Mme BUSTELO GARCIA DEL REAL recommande qu'en raison des graves difficultés que connaissent les femmes le Gouvernement mette en place un programme de collecte des informations sur la condition des femmes afin de mieux coordonner ses efforts et de proposer des politiques d'égalisation des chances.
52. Mme BEZLEPKINA (Fédération de Russie) indique que les nouvelles écoles privées ne sont destinées qu'à offrir de nouvelles possibilités d'éducation et que le système d'enseignement public va rester en place.
53. Au sujet des quotas pour le recrutement des femmes à des postes de directions, ce sont les femmes russes, explique-t-elle, qui sont contre ces quotas qu'elles considèrent avilissants. Mais l'on encourage la mise en place d'organisations féminines sociales dans l'espoir que plus de femmes y occuperont des postes de direction.
54. Pour ce qui est des allocations de chômage, elles sont identiques pour les hommes et pour les femmes et il existe de nombreux fonds et programmes spéciaux de soutien, notamment de formation.

55. Eu égard à la détérioration de la situation sanitaire, il est vrai que certains problèmes se posent, notamment une recrudescence de la tuberculose. Cela s'explique en partie par des facteurs écologiques et nutritionnels et le Gouvernement a des programmes spécifiquement destinés à surmonter ces difficultés.

56. Mme BEZLEPKINA fait observer qu'elle ne peut apporter de commentaires au sujet du troisième rapport, qui avait été soumis par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, c'est pourquoi ses observations ne portent que sur le quatrième rapport. Elle promet au Comité que le prochain rapport sera préparé compte tenu des questions auxquelles elle n'a pu apporter de réponses.

La séance est levée à 18 h 05.